

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.495  
16 mars 1989

FRANCAIS

---

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATRE-VINGT-QUINZIÈME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 16 mars 1989, à 10 heures

Président : M. Chusei YAMADA (Japon)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 495ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

D'entrée, je tiens à accueillir cordialement S. E. l'ambassadeur Aarno Karhilo, sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande, qui va faire une intervention. Je rappelle que l'ambassadeur Karhilo a contribué de manière importante au succès de la Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques en sa qualité de président par intérim de la Commission plénière. Je voudrais aussi rappeler la longue et active participation ainsi que l'apport précieux de la Finlande, Etat non membre, aux travaux de la Conférence. Je suis certain que la déclaration de S. E. le Sous-Secrétaire d'Etat sera suivie avec un intérêt tout particulier.

La Conférence poursuit aujourd'hui son examen du point 3 de l'ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient pourront soulever toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Finlande, de la République démocratique allemande, de la Tchécoslovaquie, de Sri Lanka et de la Roumanie.

Le premier orateur inscrit est le représentant de la Finlande. J'invite S. E. l'ambassadeur Aarno Karhilo, sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques, à prendre la parole.

M. KARHILO (Finlande) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi de vous remercier, Monsieur le Président, de vos chaleureuses paroles de bienvenue à mon endroit. Je suis très heureux et honoré d'avoir cette occasion de m'adresser à la Conférence du désarmement. Permettez-moi aussi de vous dire tout le plaisir que j'ai à vous voir présider la Conférence. Je sais que sous votre compétente direction, les travaux seront efficaces.

A l'ordre du jour de la communauté internationale, la question du désarmement chimique a acquis une urgence nouvelle. La prolifération et l'emploi d'armes chimiques suscitent une inquiétude universelle. Les 149 Etats qui ont participé à la Conférence de Paris en janvier ont montré qu'ils étaient tous conscients de ce danger. Cette conférence a fourni à pratiquement tous les pays du monde une occasion unique d'exprimer leur volonté politique.

Dans sa Déclaration finale, la Conférence de Paris a appelé la Conférence du désarmement à redoubler d'efforts pour conclure la Convention sur l'interdiction totale des armes chimiques. L'inquiétude universelle qui s'est fait jour donne à cette instance de négociation une impulsion dont elle ne doit pas manquer de profiter. Si ses efforts sont couronnés de succès, le processus de désarmement multilatéral dans son ensemble s'en trouvera relancé.

On saisit mieux maintenant l'ampleur du problème des armes chimiques. Nombre de pays prennent des mesures pour renforcer le contrôle des exportations de produits chimiques, ainsi que de matériel et d'installations susceptibles d'être utilisés pour fabriquer des armes chimiques. Le commerce international de ce type de biens doit faire l'objet d'une surveillance stricte. Mais pareilles mesures ne suffiront pas pour mettre un terme à

(M. Karhilo, Finlande)

la diffusion des armes chimiques. La Finlande se réjouit de ce que l'Union soviétique ait annoncé à la Conférence de Paris qu'elle entreprendrait unilatéralement d'éliminer ses stocks d'armes chimiques. Nous nous réjouissons aussi que les Etats-Unis aient récemment annoncé qu'ils allaient chercher les moyens de retirer de République fédérale d'Allemagne, dans les meilleurs délais, leurs stocks d'armes chimiques.

Ces mesures unilatérales sont des signes encourageants, qui contribuent à accélérer un élan entretenu d'autre part par des initiatives dans d'autres domaines du désarmement. L'Union soviétique et les Etats-Unis devraient bientôt reprendre leurs entretiens sur les armes nucléaires et l'espace. Les coupes sombres qu'ils pratiqueront dans leurs arsenaux nucléaires stratégiques contribueront fortement à renforcer la sécurité du monde. En Europe, viennent de débiter la semaine dernière deux séries parallèles de négociations sur la sécurité militaire dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Outre que les activités se poursuivent sur le renforcement des mesures de confiance et de sécurité, les forces armées classiques en Europe vont enfin faire l'objet de négociations.

Le désarmement au niveau bilatéral et dans le contexte régional progresse. C'est à la Conférence du désarmement que l'on doit les progrès au niveau multilatéral. La conclusion de la Convention sur les armes chimiques est une de ses grandes priorités. La Conférence de Paris a donné la preuve du caractère universel de la question des armes chimiques. Il faut que l'adhésion à la future convention soit universelle dès le départ pour que celle-ci soit efficace. Si tout pays est tenu d'en respecter les dispositions, il faut que tout pays désireux de participer aux négociations puisse le faire.

La Finlande se réjouit de ce que la Conférence ait décidé d'accueillir de nouveaux Etats au sein du Comité spécial des armes chimiques en tant qu'observateurs. La restructuration du fonctionnement du Comité est le symptôme positif d'un redoublement d'efforts. Tous nos vœux de succès accompagnent le Comité spécial et son président, l'Ambassadeur Pierre Morel de la France; nous leur souhaitons de parvenir à faire une réalité du message unanime de la Conférence de Paris.

La vérification de la future convention est sans aucun doute un des points les plus difficiles des négociations sur les armes chimiques. Dans le cadre de son projet de recherche sur la vérification du désarmement chimique, qui constitue sa contribution dans ce domaine, la Finlande met au point depuis une quinzaine d'années des méthodes d'analyse sensibles et sélectives, capables de répondre aux exigences de la Convention en matière de vérification. Les résultats en sont publiés chaque année ici, à la Conférence du désarmement, sous la forme de "Finnish Blue Books", jusqu'à présent 13 volumes sont parus, représentant un total d'environ 2 500 pages. Ces rapports contiennent des données analytiques sur les agents de guerre chimique, sur leurs précurseurs et sur les produits de leur dégradation par sept méthodes instrumentales. Certaines de ces méthodes nécessitent des appareils fixes compliqués, mais d'autres peuvent être utilisées dans des laboratoires mobiles. Les méthodes de surveillance de l'air se sont révélées applicables aux divers types de vérifications : vérification sur place, vérification près de l'installation et vérification à distance.

(M. Karhilo, Finlande)

Pour que les autres laboratoires puissent accéder plus facilement aux résultats, une base de données informatiques sur la vérification est en cours de mise au point. Un prototype en a été présenté ici l'année dernière et l'accès à notre ordinateur a été ouvert aux délégations pour les encourager à utiliser notre base de données. Notre objectif ultime est de mettre à la disposition du Secrétariat technique une base de données globale pour la vérification du désarmement chimique. Dans un premier temps, une base de données analytique pourra aider la future commission préparatoire à mettre au point les méthodes de vérification. Nous espérons, au cours de la prochaine session d'été, pouvoir convaincre les délégations présentes à Genève de son utilité.

Pour permettre une utilisation fiable des renseignements en matière d'identification entrés dans la base de données, nous nous efforçons, dans le cadre de ce projet, de présenter des méthodes de préparation et d'analyse des échantillons qui répondent aux normes en matière de procédures. Une coopération internationale concrète est absolument indispensable pour mener à bien des activités dans un domaine tout nouveau de normalisation des méthodes. Nous sommes heureux d'annoncer que nous venons de signer un accord de coopération avec la Suisse pour mettre au point ces méthodes. Nous sommes persuadés que les compétences scientifiques apportées par la Suisse seront très bénéfiques à notre projet.

Pour faciliter la validation internationale des procédures, nous nous proposons, dans le cadre de ce projet, d'organiser des consultations entre laboratoires. Nous envisageons également de mettre à l'essai la pertinence de ces méthodes à l'occasion de la première inspection expérimentale en Finlande qui, soit dit entre parenthèses, a lieu aujourd'hui.

La Finlande a mis à la disposition du Secrétaire général de l'ONU ses moyens de vérification en cas d'allégations concernant l'emploi d'armes chimiques. Une fois la convention signée, la Finlande sera également prête à ouvrir ses laboratoires de recherche au Secrétariat technique pour les activités d'analyse. Après l'entrée en vigueur de la Convention, il faudra continuer à perfectionner les méthodes et à mettre à jour les listes de produits chimiques.

Lors de son intervention à la Conférence de Paris, le Ministre finlandais des affaires étrangères, Kalevi Sorsa, a annoncé qu'à partir de l'année prochaine la Finlande serait disposée à accorder chaque année à des chimistes venus de pays en développement une formation gratuite à l'utilisation des techniques et des instruments servant à la vérification de la Convention. Nous arrêterons les détails de cette offre avant l'été et lancerons directement les invitations aux gouvernements. Toute partie à la Convention qui est dotée d'une industrie chimique doit connaître à fond ces techniques. Les organisations nationales devraient être en mesure d'assurer le respect des obligations découlant de la Convention. La connaissance des méthodes faciliterait aussi le recrutement, sur une large base géographique, du personnel du Secrétariat technique.

Je parlerai maintenant d'un autre point important de notre ordre du jour, à savoir des armes nucléaires et du désarmement nucléaire. Le rôle des armes nucléaires fait actuellement l'objet d'un réexamen. Une interdiction complète des essais serait nécessaire pour mettre un frein au perfectionnement des armes nucléaires.

(M. Karhilo, Finlande)

La cessation des essais renforcerait aussi le Traité sur la non-prolifération, qui vise à lutter contre le danger d'une propagation horizontale des armes nucléaires. La Finlande attend avec impatience la quatrième conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, qui doit se tenir l'année prochaine. Nous espérons qu'elle permettra de prendre de nouvelles mesures en vue de renforcer le statut de ce Traité, qui est une des pierres angulaires de la sécurité internationale. Le progrès des négociations sur l'interdiction des essais nucléaires entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et au sein même de cette Conférence contribuerait au succès de la Conférence d'examen.

Encore une fois, l'élaboration de moyens de vérification fiables et efficaces est une condition nécessaire au succès des négociations sur une interdiction complète des essais. Le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, qui fonctionne sous les auspices de la Conférence depuis 1976, joue dans ce domaine un rôle déterminant. En vue d'apporter sa contribution à l'étude et à la mise au point de méthodes efficaces de vérification sismologique d'une interdiction des essais, la Finlande participe activement aux travaux du Groupe spécial d'experts et l'Université d'Helsinki, avec l'appui du Ministère finlandais des affaires étrangères, mène à cette fin un programme de recherches.

La participation de la Finlande est rendue possible grâce à son réseau complexe de stations sismologiques et au savoir-faire dont elle dispose. En outre, le soubassement géologique du pays offre d'excellentes conditions pour la détection d'événements sismiques. Dans la perspective du système amélioré d'échange mondial de données sismologiques qui sera présenté dans le cinquième rapport du Groupe spécial d'experts, la Finlande, dans le cadre de son programme de recherches sur la vérification sismologique, est en train d'achever la mise sur pied de ses propres installations.

Dans l'ouest de la Finlande, une nouvelle station d'observation à trois composantes (VAF), équipée d'instruments modernes spécialement conçus à des fins de détection sismologique sera mise en route au printemps. Avec la station complexe FINSA, qui communique sans interruption des données sismologiques au Centre national de données d'Helsinki, cette station constitue un des principaux éléments susceptibles d'être englobés dans le système mondial d'échanges de données sismologiques, qui sera établi pour vérifier une interdiction complète des essais nucléaires.

En outre, par le biais de la station FINSA installée au sud du pays, la Finlande mène conjointement avec la Norvège une expérience de station sismologique de faible ouverture. Un nouvel ordinateur central et un système de transmission continue de données en direct devraient entrer en service au printemps, ce qui nous permettra de poursuivre nos expériences avec d'autres stations de faible ouverture.

La Finlande se réjouit de ce que soit prévue en 1990 un essai expérimental de grande envergure du système international d'échange de données sismologiques (deuxième Essai technique). Elle participe activement à ce programme et aux essais de démarrage. A titre de contribution au deuxième Essai technique, de nouveaux ordinateurs SUN ont été installés au service informatique du Centre national finlandais de données sismologiques

(M. Karhilo, Finlande)

d'Helsinki, qui dispose également de nouveaux postes de travail pour la réception, le traitement et la transmission des données sur les paramètres et les tracés. En même temps, le Centre d'Helsinki poursuit ses recherches sur les procédés de détection automatique des événements sismiques. Les premiers résultats de ces études ont été présentés lors de la session en cours du Groupe spécial d'experts.

Nous accordons une attention particulière à l'établissement d'installations de transmission des données qui permettent de mettre à la disposition de toutes les parties intéressées les données sismologiques enregistrées et traitées par le réseau de stations finlandais. A partir du Centre d'Helsinki les données sismologiques peuvent être facilement transmises par les réseaux publics aux autres centres de données.

Les installations de vérification sismologique ne sont pas équitablement réparties sur le globe, dans l'hémisphère Sud, la densité des stations sismologiques est bien inférieure à ce qu'elle est dans l'hémisphère Nord. Pour améliorer les capacités de l'Afrique en matière d'enregistrement sismographique, la Finlande a collaboré avec la Zambie à la mise sur pied d'un réseau sismologique. Comme l'a montré le premier Essai technique de 1984, la station principale de Lusaka peut enregistrer, analyser et transmettre des données sismologiques, notamment en provenance de l'hémisphère Sud.

Pour renforcer la capacité de l'Afrique en matière d'observation sismique, la Finlande a organisé à Lusaka en septembre dernier, en collaboration avec l'UNESCO et des organisations scientifiques, un stage de formation pour les observateurs sismologues africains. Trente-deux participants venus de 15 pays d'Afrique en ont bénéficié. Pour encourager les pays africains à participer aux travaux du Groupe spécial d'experts, notamment en vue du deuxième Essai technique, le Gouvernement finlandais est prêt à accroître l'aide qu'il apporte à la station sismologique de Lusaka.

Le relâchement des tensions internationales, la coopération entre les grandes puissances et les perspectives de règlement pacifique de nombreux conflits régionaux encourageront peut-être les membres de la Conférence à aborder, outre les questions de fond, des questions relatives à son ordre du jour, à ses procédures et à sa composition. Etat non membre de la Conférence du désarmement, la Finlande a souvent donné la preuve qu'elle manifestait un intérêt actif et continu pour les travaux de celle-ci, sa contribution aux efforts multilatéraux de désarmement, dont je viens de vous donner quelques exemples, en est bien la preuve.

Pays neutre, la Finlande est intéressée de façon permanente par le désarmement. Nous sommes convaincus que les pays qui sont capables et désireux de participer aux travaux de la Conférence devraient pouvoir le faire pleinement.

Le PRESIDENT : Je remercie S. E. l'ambassadeur Karhilo, sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande, pour sa déclaration. Il m'a certainement été très agréable, en tant que représentant du Japon, de vous accueillir, Monsieur le Sous-Secrétaire, vous qui avez été ambassadeur de votre pays à Tokyo et qui êtes un ami si fidèle du Japon. Je tiens aussi à remercier Votre Excellence des mots très aimables qu'elle m'a adressés.

(Le Président)

Avant de donner la parole au prochain orateur, je voudrais accueillir un groupe d'étudiants yougoslaves qui observent notre séance depuis la galerie du public. Je les remercie de l'intérêt qu'ils prennent à nos travaux et je leur souhaite une visite très agréable et fructueuse.

L'orateur suivant est le représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Dietze.

M. DIETZE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :  
Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous adresser mes chaleureuses félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de mars et de saluer le représentant d'un pays avec lequel la République démocratique allemande a de fructueuses relations. Mes vœux de succès vous accompagnent dans l'exercice de vos lourdes responsabilités et je puis vous assurer de l'entier soutien de ma délégation. Je suis convaincu que, sous votre compétente et efficace direction, les négociations de la Conférence seront couronnées de succès. Votre prédécesseur, l'Ambassadeur Pugliese, mérite toute notre gratitude pour son savoir-faire et son talent de négociateur qui ont permis de réunir les conditions nécessaires à la reprise des travaux de notre Conférence.

Je tiens à présenter à la séance plénière d'aujourd'hui le document CD/899, c'est-à-dire le rapport sur l'inspection expérimentale nationale de la République démocratique allemande.

En février 1988, l'Union soviétique a proposé d'effectuer des inspections expérimentales dans des installations de l'industrie chimique afin d'accélérer les travaux concernant le projet de convention sur les armes chimiques. Cette initiative, reprise et développée par le Comité spécial, a débouché sur le document CD/CW/WP.213. Partant de ce document, la République démocratique allemande a effectué, à l'automne 1988, une inspection expérimentale dans une usine industrielle. Cette inspection a été menée dans une usine pharmaceutique polyvalente, à savoir une unité de production de l'entreprise pharmaceutique de Dresde qui traite une substance inscrite au tableau [2] dans la section "A examiner plus avant", le diméthylaminoéthanol. Cette substance est transformée en chlorhydrate de méclophénoxate, qui est utilisé comme médicament.

Une visite initiale, comportant en fait plusieurs visites, a été organisée en vue de l'inspection expérimentale. Pendant la période de la "visite initiale", un accord relatif à l'installation a été négocié et un document décrivant les modalités détaillées de la vérification a été élaboré. Sans la visite initiale, entrent quatre visites d'une journée et plusieurs semaines consacrées à l'analyse et à l'étude des documents de base pour mettre au point les modalités de la vérification et négocier l'accord relatif à l'installation.

La vérification de routine a duré deux jours et l'élaboration du rapport d'inspection a pris une journée.

(M.Dietze, République démocratique allemande)

Les procédures d'inspection ont comporté des contrôles des stocks par mesures directes, le dénombrement des cuves standard, la vérification des relevés et le prélèvement d'échantillons ainsi que leur analyse pour confirmer les données de la déclaration du bilan-matières et la non-fabrication des produits chimiques du tableau [1]. En même temps, l'état de fonctionnement et le régime de production ont été comparés avec les données figurant dans l'accord relatif à l'installation. En outre, des employés de l'usine ont été interrogés.

Pendant l'inspection, deux principes techniques ont été étudiés : la vérification du bilan-matières et la détection d'anomalies. Dans le premier cas, un mandat d'inspection rigoureux a été défini et appliqué avec succès, sur la base de l'accord relatif à l'installation et des modalités de la vérification. Pour la détection d'anomalies, il a été difficile de formuler un mandat d'inspection rigoureux.

L'installation a été avisée à l'avance de la date de l'inspection, ce qui s'explique en particulier par le fait que la vérification du bilan-matières et, plus spécialement, le contrôle des stocks ne peuvent être réalisés qu'en des points précis du cycle de fabrication. Par conséquent, le moment de la vérification des stocks doit être arrêté avec l'opérateur de l'installation tandis que les inspections intérimaires peuvent être menées à bref délai de préavis, conformément au texte évolutif. L'inspection n'a pas eu d'impact important sur le fonctionnement de l'installation. Cependant, il a été nécessaire d'apporter certains ajustements à la pratique comptable de l'installation ainsi qu'à son régime de fonctionnement afin que les opérations puissent être soumises à la vérification, conformément à la Convention.

Nous attendons beaucoup des discussions des experts sur l'expérience qu'ils ont acquise pendant les inspections expérimentales, discussions qui se tiendront dans les prochaines semaines, ici à Genève.

Puisque je viens de prendre la parole, je voudrais faire quelques nouvelles observations sur les questions brûlantes qui touchent les négociations actuelles sur l'interdiction des armes chimiques.

Le problème de la vérification a beaucoup retenu l'attention lors des récentes consultations. Notre délégation se félicite des efforts du Groupe de travail 1 concernant les modalités de la vérification. On peut conclure de ce débat que les éléments actuels de la vérification présentés dans le texte évolutif constituent une base solide pour l'établissement d'un système de vérification opérationnel et fiable. Les produits chimiques qui sont des armes chimiques et qui ne sont guère ou pas utilisés sinon à des fins d'armes chimiques ainsi que les composants clefs des armes chimiques binaires ou à composants multiples sont soumis au régime le plus strict. La deuxième catégorie, celle des précurseurs clefs, fera l'objet d'une vérification systématique au moyen d'inspections sur place. Dans un cas comme dans l'autre, les inspections devront prouver non seulement que le produit chimique n'est pas utilisé à des fins autres que celles qui sont déclarées, mais aussi que l'on ne fabrique pas dans l'installation inspectée de produits chimiques interdits par la Convention. Une troisième catégorie de produits chimiques fera l'objet d'une vérification par contrôle des données.



(M.Dietze, République démocratique allemande)

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir s'il faut ou non compléter ces éléments du système de vérification. Selon nous, la réponse à cette question passe par la définition de l'objectif visé par de nouvelles mesures de vérification. Cet objectif identifié, il sera plus facile de choisir les procédures de vérification à appliquer. La vérification porte, entre autres, sur les produits chimiques qui ne sont inscrits dans aucun des trois tableaux et qui, en raison de leur toxicité ou d'autres caractéristiques, peuvent être détournés et servir à la fabrication d'armes chimiques. En outre, les installations fabriquant ces produits chimiques pourraient être converties en installations de fabrication d'armes chimiques ou être facilement utilisées comme telles.

Selon nous, une solution consisterait peut-être à inclure ces produits chimiques dans le tableau [2]. On pourrait ainsi avoir des assurances suffisantes que le produit chimique en question n'est pas fabriqué à des fins interdites et que l'installation n'est pas utilisée pour la fabrication d'armes chimiques. Cela se rapporte aux problèmes examinés depuis un certain temps déjà sous la rubrique "Tableau [4]" ou "Produits chimiques létaux supertoxiques". Pour arriver à la solution évoquée, les directives concernant le tableau [2] devraient être élaborées de manière à permettre l'inclusion de ces produits chimiques.

Du fait de l'ambivalence de certains produits chimiques, il risque toutefois d'être difficile de se mettre d'accord sur la question de savoir si tel ou tel produit chimique doit ou non faire l'objet d'une vérification systématique. En pareil cas aussi, il semble souhaitable d'adopter une approche pragmatique.

A notre sens, il serait judicieux de dresser une liste comprenant ces produits chimiques douteux qui sont source de préoccupation. Cette liste devrait être établie par le Secrétariat technique, à partir des demandes des Etats parties, puis communiquée à ceux-ci. La délégation italienne a proposé l'an dernier de laisser cette liste ouverte. La fabrication, vraisemblablement au-dessus d'un certain seuil, de produits chimiques de cette liste ainsi que les installations où ils sont fabriqués devraient être déclarées par les Etats parties, à la suite de quoi des contrôles ad hoc pourraient être effectués. La création de facteurs de pondération, comme le propose la République fédérale d'Allemagne, pourrait être un moyen de déterminer la bonne périodicité des contrôles ad hoc. Le Conseil scientifique, dont la création a été proposée par la France, pourrait jouer un rôle consultatif dans le processus global. Si l'on appliquait cette méthode, une seule préoccupation resterait sans réponse, à savoir celle que pourraient faire naître les installations qui ne fabriquent pas de produits chimiques inscrits dans l'une des listes et qui donc ne sont pas déclarées mais que l'on pourrait utiliser comme installations de fabrication d'armes chimiques ou facilement convertir en cela. Les discussions à ce sujet n'ont pas permis de dégager des caractéristiques suffisamment claires pour qu'on soit à même de les inclure dans une liste ou un registre spécial. Nous sommes prêts à examiner de nouvelles idées afin de donner des assurances concernant l'absence d'activités interdites dans ces installations. Il y a bien sûr toujours la possibilité de demander une inspection par mise en demeure.

(M.Dietze, République démocratique allemande)

Je voudrais aborder maintenant le problème du Conseil exécutif. Nous sommes très attachés à la conclusion d'un accord sur la composition du Conseil exécutif de la future organisation. Les travaux à accomplir dans ce domaine pourraient, selon nous, faire progresser l'examen d'autres sujets liés aux fonctions de cet organe. Dans le document de travail CD/812 du 4 mars 1988, la délégation de la République démocratique allemande a exposé ses vues sur la composition, la dimension et le pouvoir décisionnel du Conseil exécutif. Pour ce faire, nous sommes partis de l'idée que la Convention, si elle est bien appliquée, aura un impact important sur les intérêts des Etats parties en matière de sécurité. Pour cette raison, la stabilité de la Convention et son caractère universel dépendront largement de l'organe politique qui jouera le rôle d'organe exécutif.

La composition du Conseil exécutif devra refléter le caractère de la Convention, qui est un accord de désarmement. C'est pourquoi sa composition devrait respecter l'équilibre politique qui prévaut à la Conférence du désarmement, organe multilatéral chargé de la négociation d'accords de cet ordre. On en a donc conclu que les principes d'équilibre politique et de répartition géographique équitable devaient jouer un rôle essentiel. En outre, les différents groupes doivent être constitués d'un nombre approprié de pays ayant une industrie chimique développée et de pays pour lesquels ce n'est pas le cas. Nous continuons de penser que cet organe, pour être efficace, devrait avoir un nombre limité de membres. Le chiffre de 21 nous semble indiqué.

Puisque nous allons poursuivre le débat sur ces questions dans les différents groupes de travail, je voudrais faire quelques observations sur l'issue des discussions qui ont eu lieu entre-temps.

Selon nous, elles ont montré que le lien existant entre l'équilibre politique et la répartition géographique équitable - principes qui régissent la composition du Conseil exécutif - était largement reconnu et qu'il était également considéré comme essentiel que cet organe ait une composition limitée. Les seules divergences de vues qui se soient exprimées concernaient la question de savoir s'il fallait ou non prendre en compte le niveau de développement des industries chimiques.

Nous sommes arrivés à ces conclusions lors des consultations qui ont eu lieu l'an dernier au sein du Groupe de travail dirigé par M. Numata, du Japon. Il en va de même des observations présentées à ce sujet en plénière. Je pense en particulier aux déclarations faites l'an dernier par les représentants du Brésil, de la France, du Pakistan, des Etats-Unis, de la Suède et de la Chine.

Les citations figurant dans le texte de mon intervention d'aujourd'hui, qui a été distribué, sont éloquentes 1/.

---

1/ La délégation de la République démocratique allemande a fait distribuer aux membres de la Conférence le texte suivant, qui comporte des citations :

(suite de la note page suivante)

(suite note 1/)

"La délégation brésilienne a déclaré le 26 avril 1988 : 'Selon nous, la définition de l'éligibilité au Conseil exécutif pourrait combiner trois critères : les critères géographique et politique et le critère de la capacité industrielle.' Il a été proposé de prendre la Conférence du désarmement comme modèle pour 'un Conseil exécutif puissant, efficace et représentatif composé d'une vingtaine ou d'une trentaine de membres ...' (CD/PV.460).

La délégation française a souligné dans son intervention du 17 mars 1988 que la composition du Conseil exécutif ne devait pas être 'le simple décalque des règles habituelles dans les instances politiques générales'. L'idée a été exprimée que cette composition était 'au contraire, en rapport direct avec la Convention elle-même, et combinait donc le critère géographique, le critère politique et le critère industriel' (CD/PV.449).

Dans sa déclaration du 28 avril 1948, la délégation pakistanaise a souligné que la composition précise du Conseil exécutif 'devrait être fondée sur les principes d'une répartition géographique équitable et de l'équilibre politique' (CD/PV.461).

Nous saluons la réaction positive du représentant des Etats-Unis dans son intervention du 14 avril 1988 concernant notre document de travail CD/812. Il a en effet déclaré que 'le Conseil exécutif devait être suffisamment restreint pour permettre un travail efficace mais représenter néanmoins les différents intérêts en présence dans l'élaboration de la Convention'. Il reconnaissait qu'il fallait prendre soin de trouver un équilibre politique qui devait être réalisé indirectement. Le lien existant entre l'équilibre politique et les procédures de prise des décisions a également été souligné (CD/PV.457).

Dans son intervention du 13 septembre 1988, la délégation suédoise a exprimé l'opinion suivante : 'La composition du Conseil exécutif devrait tenir compte de l'équilibre politique et d'une répartition géographique équitable'. Le représentant de la Suède a indiqué que le désir des Etats soumis à des inspections de routine nombreuses d'être tout spécialement représentés était compréhensible (CD/PV.481).

Dans son intervention du 31 mars 1988, le représentant de la Chine a reconnu que l'on était arrivé à 'une convergence de vues ... sur les trois éléments de la répartition géographique, de la capacité de l'industrie chimique et des groupements politiques'.

Nous partageons totalement la conviction de la Chine 'qu'en tenant pleinement compte des trois éléments susmentionnés et en faisant preuve d'esprit de conciliation et de compréhension mutuelle, il sera possible de s'entendre sur une composition de l'organisation répondant aux objectifs de la Convention' (CD/PV.453)."

(M.Dietze, République démocratique allemande)

J'estime que ces citations viennent corroborer notre conviction qu'il existe déjà la base d'un accord de principe sur la composition du Conseil exécutif. Une fois cet accord intervenu, le libellé précis du texte à inclure dans l'article VIII pourra être élaboré. Nous saluons l'intention du Président du Groupe de travail 3 d'engager des consultations sur ce point, et nous nous félicitons que ces efforts soient appuyés également par le Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Morel de la France.

Avant de conclure, je voudrais répéter ce qui a déjà été dit à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, à la Conférence de Paris et dans cette salle même, à savoir que la République démocratique allemande ne possède aucune arme chimique et n'a pas sur son territoire d'armes chimiques d'autres Etats. La République démocratique allemande ne collabore pas à la mise au point d'armes chimiques et n'a pas d'installations lui permettant d'en fabriquer. Elle préconise l'instauration d'un moratoire international sur la fabrication d'armes chimiques avant l'entrée en vigueur de la Convention. Elle a mis en place des contrôles stricts à l'exportation d'armes chimiques à double capacité. Mon pays continue d'oeuvrer à la création d'une zone exempte d'armes chimiques en Europe centrale, car cela facilitera une solution globale.

Ces mesures font véritablement naître la confiance. Elles viennent compléter, pensons-nous, les travaux fructueux de la Conférence du désarmement, à Genève. Elles favorisent en fait la conclusion rapide des négociations sur l'interdiction des armes chimiques. La République démocratique allemande reste fidèle à l'engagement qu'elle a pris à la Conférence de Paris de faire progresser ces négociations en adoptant une approche constructive et ciblée, et en avançant des propositions de fond. Notre délégation souhaite que ces négociations soient axées sur les questions essentielles qui touchent à la Convention sur les armes chimiques et qu'elles aboutissent à des progrès décisifs.

Si nous agissons ainsi, c'est que l'application de la Déclaration de la Conférence de Paris ne se fera pas toute seule. Si nous agissons ainsi, c'est que des mesures concrètes s'imposent à l'heure de saisir la chance qui nous a été offerte à la Conférence de Paris : conclure la Convention sur l'interdiction des armes chimiques dans les délais les plus rapprochés.

Le PRESIDENT : Je remercie l'Ambassadeur Dietze, de la République démocratique allemande, de sa déclaration et de ses paroles très aimables à mon endroit et à l'adresse de mon pays.

L'orateur suivant est le représentant de la Tchécoslovaquie, l'Ambassadeur Vajnar.

M. VAJNAR (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi, tout d'abord, Monsieur le Président, de vous accueillir cordialement à la présidence de la Conférence pour le mois de mars. Vos talents de diplomate et votre approche aimable, souple, directe, ont déjà influé positivement sur nos travaux. Nous vous souhaitons un plein succès dans la poursuite de votre tâche et je vous assure que vous pouvez compter sur tout le soutien et sur

(M. Vajnar, Tchécoslovaquie)

la pleine coopération de notre délégation. Je voudrais aussi remercier votre prédécesseur, l'ambassadeur Pugliese, qui a si efficacement présidé la Conférence en février. J'aimerais me joindre à vous pour saluer le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande, l'ambassadeur Aarno Karhilo, qui s'est adressé ce matin à nous. Nous avons écouté sa déclaration avec un grand intérêt. Ainsi que j'en ai informé la Conférence le mois dernier, la Tchécoslovaquie a effectué les 25 et 26 janvier de cette année une inspection expérimentale nationale dans une installation de l'industrie chimique. Dans ma brève intervention, je voudrais présenter le rapport de cette inspection, qui fera l'objet du document CD/900.

L'installation choisie est une usine de taille moyenne située au voisinage de la ville de Mnísek; elle produit un agent qui est désigné sous le nom commercial de Spolapret OS, servant principalement à l'ignifugation du coton. Cette substance est produite à partir du trichlorure de phosphore qui est transformé en phosphite de diméthyle, matières qui, conformément au document CD/881, seraient déclarées comme produits chimiques du tableau [3]. Aux fins de l'inspection, on a supposé que ces composés étaient des produits chimiques du tableau [2].

L'équipe d'inspection était composée principalement de fonctionnaires ayant une formation technique mais des représentants du Ministère fédéral des affaires étrangères ont aussi participé à l'opération, soit comme membres de l'équipe, soit comme observateurs. L'organisateur principal de l'inspection expérimentale, le Ministère de l'industrie de la République socialiste tchèque, a suivi de très près les préparatifs de l'expérience et l'établissement de toutes les conditions nécessaires pour que son exécution soit efficace et instructive. L'accent a été mis en particulier sur une préparation soignée de la formule type de l'installation car il est rapidement devenu évident que les dispositions incluses dans cette formule joueraient un rôle "régulateur" important pour la désignation des zones ou des emplacements à inspecter, ainsi que pour les modalités d'accès des inspecteurs et la conduite de l'inspection proprement dite.

L'usine a été visitée six fois entre novembre 1988 et janvier 1989. La formule type de l'installation a pris sa forme finale et a été adoptée le 25 janvier. Pour l'établir, on a utilisé au maximum les dispositions contenues dans l'accord type relatif aux installations fabriquant, traitant ou utilisant des produits chimiques figurant au tableau [2], que l'on trouve aux pages 131 à 135 du document CD/881.

L'inspection proprement dite a demandé deux jours. Les modalités techniques en sont décrites en détail dans le rapport. Les conclusions de l'inspection, qui sont explicitées dans le rapport, peuvent être résumées comme suit :

1) On peut considérer que les dispositions liées à la vérification des installations de l'industrie chimique, qui ont été énoncées jusqu'ici dans le document CD/881, reflètent correctement les exigences de telles vérifications. L'inspection expérimentale nationale nous a convaincus qu'une vérification fiable de l'industrie chimique civile était possible. En même temps, dans des conditions normales, l'inspection n'est ni excessivement intrusive pour

(M. Vajnar, Tchécoslovaquie)

l'installation ni trop exigeante à l'égard du personnel d'inspection, qu'il s'agisse des participants ou de la durée. Nous espérons que notre expérience, jointe à l'évaluation d'autres inspections expérimentales nationales, servira à arrêter les dispositions et procédures de vérification de la future convention sur les armes chimiques.

2) Les participants à l'inspection ont eu souvent l'occasion de reconnaître l'importance de la formule type de l'installation. L'attention accordée à ce document dans les travaux antérieurs du Comité spécial des armes chimiques s'est avérée pleinement justifiée; il joue en effet le rôle de "guide" d'une installation, tout en la mettant à l'abri d'une inutile intrusion et en la protégeant de la divulgation de renseignements confidentiels. Deux notes de bas de page jointes au texte de l'accord type qui servira de base aux formules types d'installation indiquent qu'un certain travail sur ce document est encore nécessaire. Nous sommes en faveur d'entreprendre ce travail dès que possible.

3) Au cours des inspections réelles, les effectifs des équipes d'inspection varieront considérablement, en fonction du type d'installation. Il semble utile d'envisager la spécialisation des membres des équipes d'inspection d'assez grande importance. Eu égard à la nécessité de protéger la confidentialité de l'information, les participants à l'inspection ont conclu que seul le chef de l'équipe d'inspection devrait avoir accès à la totalité de l'information.

4) On peut tirer certaines conclusions, toutes approximatives qu'elles soient, concernant le temps nécessaire pour effectuer les diverses opérations, par exemple, qu'il faut une semaine environ pour mettre au point une formule type d'installation ou que l'inspection de routine proprement dite peut être menée efficacement en un ou deux jours, selon le type d'installation inspectée. L'établissement du rapport final d'inspection peut prendre de 5 à 7 jours.

La première étape de l'expérience d'inspection d'une installation de l'industrie chimique dont je viens de parler a confirmé que l'initiative proposée en février 1988 par la délégation de l'URSS était opportune et utile. Comme le Gouvernement tchécoslovaque l'a dit dans sa déclaration publiée le 5 janvier dernier, nous sommes prêts à participer à la deuxième phase de cette expérience, c'est-à-dire à des inspections auxquelles participeraient des inspecteurs internationaux.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'ajouter une brève remarque concernant nos travaux actuels.

L'une des conclusions de cette expérience ainsi que des travaux effectués jusqu'ici à la session de printemps de la Conférence du désarmement qui présentent de l'utilité pour les travaux futurs du Comité spécial des armes chimiques est que l'effort doit être aussi spécifique et ciblé que possible. Alors qu'il reste à régler d'importantes questions concernant le texte évolutif, ce qu'il nous faut c'est non pas réécrire des dispositions sur lesquelles on s'entend pour l'essentiel mais plutôt, à notre sens, dans une optique pragmatique, nous attacher à résoudre les problèmes qui demeurent.

(M. Vajnar, Tchécoslovaquie)

Dans cet esprit de travail pratique, la Tchécoslovaquie est prête à fournir des renseignements sur ses installations, laboratoires et autres établissements scientifiques qui produisent ou manipulent des produits chimiques intéressant la convention. Nous pourrions commencer bientôt à communiquer des informations en la matière.

Le PRESIDENT : Je remercie l'ambassadeur Vajnar, de la Tchécoslovaquie, de sa déclaration et de ses paroles très aimables à mon endroit.

L'orateur suivant est le représentant de Sri Lanka, l'Ambassadeur Rodrigo.

M. RODRIGO (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un grand plaisir de vous voir présider les travaux de la Conférence ce mois-ci. Sri Lanka, qui a des liens séculaires avec votre pays, entretient d'excellentes relations avec le Gouvernement et le peuple japonais. Notre satisfaction est d'autant plus grande que vous êtes un ami personnel et un diplomate compétent et avisé, qui a toutes les qualités voulues pour présider la Conférence du désarmement en ce mois important.

Je tiens aussi à remercier, au nom de ma délégation, l'ambassadeur Pugliese, qui a remarquablement bien conduit nos travaux, le mois dernier. Qu'on me permette également de saluer nos hôtes, les étudiants yougoslaves qui sont des nôtres aujourd'hui.

Des faits spectaculaires se sont produits ces derniers temps qui, logiquement, devraient bien augurer des travaux de la Conférence. Le processus d'application de l'Accord FNI est bien engagé, avec un régime de vérification sans précédent. La peur de négocier a été surmontée et il en est résulté des relations de coopération nouvelles et audacieuses entre les superpuissances. Cela a contribué pour beaucoup à calmer les vaines rancœurs de l'affrontement et entraîné par ricochet, de nouvelles approches concertées, de la part des superpuissances, pour résoudre certains problèmes régionaux. La solution de ces problèmes ou, du moins, une amélioration de la situation s'en sont trouvées facilitées. Un courant d'échanges s'est amorcé, y compris sur les questions nucléaires et spatiales. Des réductions unilatérales des forces armées de l'Union soviétique et des pays socialistes ont été proposées.

Sur l'échiquier multilatéral, nous avons vu l'aboutissement de la réunion de suivi dans le cadre de la CSCE et le début de négociations sur les forces classiques en Europe ainsi que la poursuite des négociations sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité. A ces dernières négociations participent aussi des pays non alignés et neutres. L'espoir est grand par ailleurs d'une réduction radicale des arsenaux nucléaires stratégiques. Enfin, à Paris, en janvier dernier, dans un remarquable esprit de consensus, 149 pays ont pris un engagement politique sans équivoque contre les armes chimiques et appelé la Conférence du désarmement à redoubler d'efforts, de toute urgence, pour résoudre promptement les problèmes qui demeurent et conclure la Convention sur les armes chimiques dans les délais les plus rapprochés.

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

La Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques a été, de bien des manières, le produit d'une conjoncture et le Gouvernement français doit être félicité d'avoir su exprimer et vigoureusement développer une idée dont, de toute évidence, l'heure était venue.

Il convient de mettre un accent tout particulier sur certains aspects de la Conférence de Paris.

Premièrement, il s'est agi d'une entreprise à laquelle ont participé 149 pays, en dépit de divergences d'approche déclarées. Bref, il y a eu là un véritable effort multilatéral.

Deuxièmement, il s'est agi d'une opération multilatérale qui se déroulait en même temps que la Conférence du désarmement poursuivait ses efforts pour arriver à une interdiction effective des armes chimiques. La Conférence de Paris n'a pas sapé, entravé ou compliqué les travaux de la Conférence du désarmement. Au contraire, elle a montré qu'une approche multilatérale reposant sur une large base et - ce qui est important - clairement politique n'était pas forcément de nature à troubler le processus de négociation très spécialisé que poursuit la Conférence du désarmement.

Enfin, le consensus obtenu à la Conférence de Paris a été salué de par le monde comme la manifestation d'une détermination politique et de la volonté de prévenir tout recours aux armes chimiques en les éliminant complètement.

Le ferme message politique qui s'est ainsi dégagé de la Conférence de Paris aurait dû trouver son écho dans les travaux de la Conférence du désarmement. Au reste, une des tâches de la Conférence de Paris consistait à influencer de manière positive la Conférence du désarmement. La Conférence du désarmement avait à son tour pour tâche de relever le défi que contenait le document final de Paris. Le Coordonnateur du Groupe des 21, le représentant du Kenya, a déjà dit que nous étions préoccupés de constater que le mandat de la Conférence du désarmement n'avait pu être ajusté et renforcé de manière à traduire plus pleinement la volonté de la communauté internationale qui s'était clairement exprimée à la Conférence de Paris.

Pour une bonne part, le succès de la Conférence de Paris est dû aux patients travaux préparatoires entrepris par la délégation française, en particulier par notre collègue, l'ambassadeur Morel, qui maintenant préside à juste titre le Comité spécial des armes chimiques. Son approche thématique ou conceptuelle de la négociation nous permet de dépasser le cadre des dispositions spécifiques du texte évolutif et nous aide à acquérir une perspective plus claire des rapports entre les différents articles et dispositions; la Convention peut être envisagée de la sorte comme un ensemble équilibré et intégré, répondant aux préoccupations de tous les pays. En même temps, il nous faut veiller à ne pas conceptualiser à l'extrême car cela pourrait affaiblir notre concentration sur l'objectif central qui est une négociation orientée vers la conclusion d'une convention.



(M. Rodrigo, Sri Lanka)

Les discussions au sein du Groupe de travail de la vérification ne doivent pas amener à attendre de la Convention qu'elle légifère en toutes circonstances. Cette approche pourrait imposer des fardeaux restrictifs aux petites industries chimiques, en particulier dans les pays en développement. Nous avons demandé aux autorités sri-lankaises compétentes d'étudier dans quelle mesure notre industrie chimique, qui est peu développée, pourrait répondre aux exigences d'un régime de vérification de la non-fabrication.

Nous tenons à féliciter le Président du Groupe 5 de ses suggestions touchant l'assistance et la protection. Les dispositions de la Convention sur la question de l'assistance ainsi que celles relatives à la coopération technique contribueront à assurer une large adhésion à cet instrument. Nous aimerions que l'Organisation envisagée prenne plus activement part à la fourniture de l'assistance et de la protection. L'assistance fournie par le truchement de l'Organisation envisagée à un pays victime d'attaques à l'arme chimique constituerait une manifestation concrète et à coup sûr efficace de la volonté politique collective, qui devrait avoir un effet dissuasif. Il est essentiel de fournir à temps protection et assistance. C'est essentiellement contre des pays n'ayant pas la capacité de protection nécessaire que des armes chimiques ont été utilisées. Pour assurer leur sécurité, les pays touchés doivent pouvoir compter sur le régime de protection que prévoira la Convention, au lieu de se lancer dans des entreprises douteuses pour se doter d'une capacité propre en matière d'armes chimiques. C'est dans cette perspective que nous comprenons l'accord qui se dégage à propos de la relation entre protection, assistance et sécurité non diminuée. En étant tributaires de la seule assistance volontaire, les pays n'obtiendraient pas le même degré de sécurité qu'en bénéficiant de l'assistance qui pourrait leur être fournie au moyen de mécanismes non politisés, établis dans le cadre de l'Organisation.

J'aimerais maintenant faire quelques remarques sur le point 1 de notre ordre du jour - l'interdiction des essais nucléaires.

Il s'est écoulé un quart de siècle depuis la signature du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (Traité d'interdiction partielle des essais). Le distingué représentant du Mexique, l'ambassadeur García Robles, dans une déclaration faite à la séance d'ouverture de cette session, a passé en revue les efforts internationaux déployés au cours de trois décennies pour faire avancer la négociation multilatérale en vue d'une interdiction totale des essais nucléaires. Il est regrettable que, depuis 1980, il n'y ait pas eu de négociations sur cette question d'importance vitale et que les travaux intermittents de la Conférence du désarmement en 1982-1983, dans le cadre d'un organe subsidiaire, n'aient pas été concluants.

Le Traité d'interdiction partielle des essais de 1963 a été conçu essentiellement comme une mesure provisoire s'inscrivant dans le processus qui mènerait à une interdiction totale des essais. A son tour, l'interdiction même des essais a été replacée dans le contexte global d'un désarmement général et complet. Cinq ans plus tard, fait connexe, était signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Dans le préambule de celui-ci était rappelée la détermination exprimée par les Etats parties au Traité

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

d'interdiction partielle de 1963 "de chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais et de poursuivre les négociations à cette fin".

Sri Lanka est devenue partie au Traité sur la non-prolifération dans l'espoir que celui-ci accroîtrait la sécurité de tous les Etats et contribuerait à la paix et à la sécurité internationales. L'engagement pris de négocier une interdiction complète des essais nucléaires faisait partie intégrante du consensus d'où est issu le Traité sur la non-prolifération.

La poursuite des essais a été justifiée sous divers prétextes. Les explosions expérimentales seraient nécessaires, entre autres, pour affiner et perfectionner les modèles d'armes, pour assurer une fiabilité durable des armes stockées et pour en garantir la sûreté. Or, des études techniques ont montré que tout cela pouvait fort bien s'obtenir sans explosions expérimentales.

Cependant, l'argument le plus important qu'avancent ceux qui préconisent la poursuite des essais est, on le sait, la nécessité de moderniser les missiles et systèmes d'armes nucléaires et d'en améliorer le pouvoir meurtrier et la précision de manière à s'assurer une "avance", illusoire, sur l'adversaire.

Le Ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, a dit cette année à Vienne que "la modernisation des missiles nucléaires constituait non pas un pas en avant, mais un pas en arrière".

Le perfectionnement des armes accroît les menaces qui pèsent sur la sécurité de toutes les nations et constitue un obstacle majeur à la poursuite de mesures de désarmement. Les pourparlers bilatéraux américano-soviétiques sur les essais nucléaires, pour bienvenus qu'ils soient en tant que mesure de renforcement de la confiance, sont axés sur une réglementation des essais, plutôt que sur leur élimination. En outre, en dépit de leur portée évidente, des pourparlers bilatéraux de cette nature ne cernent pas dans sa totalité la question de la poursuite des essais par d'autres Etats dotés d'armes nucléaires.

La nécessité impérieuse de conclure un traité sur l'interdiction totale des essais a été reconnue. Comme je l'ai déjà dit, elle est énoncée, du moins dans l'esprit, dans le Traité d'interdiction partielle des essais et dans le Traité sur la non-prolifération, ainsi que dans le Document final de la première Session extraordinaire consacrée au désarmement.

L'impasse dans laquelle on est malheureusement tombé a empêché la Conférence du désarmement de négocier sur le point 1 de son ordre du jour. Or un certain nombre de propositions ont été formulées, qui devraient aider à définir un mandat adéquat permettant à un comité spécial d'engager des travaux de fond sur ce point. Ma délégation n'a pas de position rigide, mais elle préférerait bien sûr qu'on retienne la proposition présentée par le Groupe des 21 dans le document CD/829. La souplesse de ce texte faciliterait un consensus de nature à répondre aux préoccupations de ceux qui sont sur leurs gardes concernant la négociation d'un traité à la Conférence du désarmement.

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

Le désir de sortir de l'impasse a conduit à envisager d'autres mesures encore, par lesquelles on ne cherchait en aucun cas à empiéter sur le mandat et les fonctions de la Conférence du désarmement ni à mettre en doute son rôle central en ce qui concerne la négociation multilatérale d'un traité d'interdiction complète des essais. On a simplement repris les termes de l'article II du Traité d'interdiction partielle des essais qui prévoit l'examen et l'adoption possible d'amendements à l'occasion d'une conférence des Etats parties.

A la suite d'une initiative lancée par les délégations de l'Indonésie, du Mexique, du Pérou, du Venezuela, de la Yougoslavie et de Sri Lanka, une procédure a été mise en marche en vue de la convocation d'une conférence des Etats parties où serait examinée une proposition d'amendement qui transformerait le Traité d'interdiction partielle en un traité d'interdiction complète des essais. Les signatures nécessaires pour demander la tenue d'une conférence ont, je crois savoir, été réunies.

Les tenants de la proposition d'amendement voient en celle-ci un moyen susceptible d'aiguillonner les travaux de la Conférence du désarmement sur l'interdiction des essais et non une tentative d'usurper le rôle central de cet organe en fait de négociations multilatérales. Pour illustrer ce point, il suffit de considérer l'impact qu'a eu la Conférence tenue en janvier à Paris sur les travaux de la Conférence du désarmement relatifs à la Convention sur les armes chimiques.

La Conférence d'amendement offrirait un moyen de pollinisation croisé de points de vue différents pour concrétiser la promesse faite dans le préambule du Traité d'interdiction partielle des essais de chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires, à tout jamais. La conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais aurait aussi un grand impact sur tous les aspects du désarmement nucléaire et imposerait des limitations à la course qualitative aux armements et à la mise au point d'un nouveau système d'armes. Cela contribuerait à son tour à créer un climat de plus grande confiance et de sécurité accrue. Une conférence d'amendement à laquelle participerait un certain nombre d'Etats qui ne sont pas parties au Traité sur la non-prolifération aurait un autre avantage, celui de créer un climat plus favorable pour la conférence d'examen qui doit avoir lieu l'année prochaine et, ultérieurement, pour le renouvellement et l'extension du Traité au-delà de l'année 1995.

Ma délégation est par ailleurs satisfaite du rétablissement du Comité spécial de l'espace dont elle regrette toutefois que les travaux de fond soient retardés par une flambée de querelles, de procédure. Nous espérons que le Président du Comité mènera à bien ses négociations. Ma délégation reviendra plus tard sur la question de l'espace.

Je voudrais pour conclure souhaiter, au nom de ma délégation, une chaleureuse bienvenue aux ambassadeurs Reese de l'Australie, Houllez de la Belgique, Dietze de la République démocratique allemande, Sharma de l'Inde, Kamal du Pakistan et Hyltenius de la Suède.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'ambassadeur Rodrigo, de Sri Lanka, de sa déclaration et de ses mots très aimables à mon adresse et à l'endroit de mon pays. L'orateur suivant est le représentant de la Roumanie, l'ambassadeur Dolgu.

M. DOLGU (Roumanie) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole en plénière depuis le début de ce mois de mars, permettez-moi de vous présenter nos plus chaleureuses félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence. Nos vœux s'adressent au distingué représentant du Japon, ce grand pays qui est le vôtre, au diplomate patient et habile que nous connaissons ainsi qu'au collègue et ami aux remarquables qualités intellectuelles et humaines. Par votre intermédiaire, j'aimerais exprimer également notre gratitude à votre prédécesseur, l'ambassadeur Pugliese, de l'Italie, et le remercier vivement de son effort important et compétent pour faire démarrer au mois de février les travaux de cette session. J'aimerais saluer, moi aussi, la présence parmi nous de S.E. l'ambassadeur Aarno Karhilo, sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande, et l'assurer de l'intérêt avec lequel nous avons suivi son intervention.

Dans mon intervention à la séance plénière du 16 février 1989, j'ai présenté quelques considérations d'ordre général sur l'état et les problèmes majeurs des négociations du désarmement, ainsi que sur les directions que pourrait prendre l'action dans le cadre de la Conférence du désarmement.

A cette occasion, j'ai souligné l'importance d'une approche unitaire du désarmement, d'un programme complexe de désarmement centré sur le désarmement nucléaire et comprenant également des mesures pour l'élimination des armes chimiques et d'autres armes de destruction massive, ainsi que des mesures de réduction substantielle des armes classiques, des effectifs et des budgets militaires.

Aujourd'hui, avec votre permission, j'aimerais faire quelques brèves remarques sur des problèmes couverts par les trois premiers points de l'ordre du jour de la Conférence.

A notre sens, le désarmement nucléaire reste un problème de la plus haute priorité. Les débats de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, les résolutions adoptées par la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies, les réalités et les impératifs mêmes de la vie internationale obligent la Conférence, tous les Etats membres, d'agir en toute responsabilité pour s'acquitter de cette tâche prioritaire et urgente.

Quant au point 1 de notre ordre du jour, nous réitérons l'appel à l'arrêt immédiat de tous les essais d'armes nucléaires et au passage à la négociation d'un accord sur l'arrêt du perfectionnement de ces armes, avec une participation universelle. Comme on l'a déjà souligné ici, la communauté internationale ne devrait pas accepter de voir le perfectionnement progressif des armes nucléaires et la poursuite des essais de ces armes saper la crédibilité du Traité sur la non-prolifération. Si les essais d'armes nucléaires continuent, il y a tout lieu de craindre que la course qualitative aux armements nucléaires prenne le dessus sur les accords conclus ou en négociation portant sur la réduction de tels armements. D'autre part, on ne

(M. Dolgu, Roumanie)

saurait oublier que les essais nucléaires constituent la voie royale vers une nouvelle génération d'armes. Et on ne devrait pas oublier, dans l'euphorie des différentes ouvertures en matière de vérification, qui sont certes à saluer, que le danger mortel qui continue à peser sur l'existence même de l'humanité procède tout d'abord des armes nucléaires.

Nous aimerions saisir une fois de plus l'occasion de souligner l'importance que revêt l'initiative d'amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, de sorte qu'il soit étendu au milieu souterrain, où les essais sont effectués à présent.

Nous n'avons jamais accepté la légitimité des armes nucléaires, ni les motivations - de quelque nature que ce soit - sur lesquelles celles-ci peuvent reposer. Et nous ne pensons pas que, dans l'évolution récente, il y ait eu des changements propres à modifier notre attitude. Au contraire, au vu de ce qui s'est passé, le monopole de quelques pays sur les armes nucléaires et l'effort de certains d'entre eux pour sauvegarder et renforcer ce monopole ne nous apparaît que plus inacceptable. Comment pourrait-on continuer de prétendre qu'un exercice sérieux de désarmement soit en cours, alors que l'on dénie à l'unique forum de négociations multilatérales de l'ONU la possibilité même de discuter des problèmes ayant trait aux armes nucléaires ?

L'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique ont une responsabilité particulière dans le domaine du désarmement et on devrait les encourager à aller de l'avant dans leurs efforts bilatéraux de réduction des armements nucléaires. Ces efforts et leurs effets sont une condition nécessaire mais non pas suffisante pour un processus réel, soutenu et global de désarmement. Ils ne devraient et ne sauraient se substituer aux efforts multilatéraux des Etats membres de la Conférence du désarmement, de la communauté internationale dans son ensemble car l'existence des armes nucléaires, leurs effets ainsi que les effets des accords portant sur leur réduction concernent tous les pays du monde. Je rappelle dans ce contexte notre proposition de traité universel relatif à l'interdiction et à l'élimination totale, par étapes, des armes nucléaires, ainsi que de création d'un organisme spécial avec la participation de toutes les puissances nucléaires, ainsi que d'autres Etats, ayant pour but la négociation d'un tel traité. Le moins que l'on puisse souhaiter, c'est que l'on ne cesse pas de rechercher un cadre adéquat pour l'examen de fond du point 2 de notre ordre du jour - "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire", ainsi que du point 3 - "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées".

Enfin, nous saisissons cette occasion pour souligner l'importance des travaux du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours à de telles armes, et la nécessité de réaliser des progrès effectifs dans ce domaine, surtout dans la perspective de la quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le PRESIDENT : Je remercie l'ambassadeur Dolgu, de la Roumanie, de sa déclaration et de ses mots très aimables à mon endroit et à l'adresse de mon pays.

Ainsi s'achève la liste des orateurs pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

Je voudrais maintenant passer à un autre sujet. Le secrétariat a distribué aujourd'hui le calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine à venir. A ce propos, je rappelle que le vendredi 24 et le lundi 27 mars sont des jours fériés à l'Office des Nations Unies à Genève et que, en conséquence, il n'y aura pas de services de conférence. Notre calendrier pour la semaine prochaine va donc jusqu'au jeudi 23 mars, jour où se tiendra notre séance plénière ordinaire. Celle-ci sera immédiatement suivie d'une réunion du Comité spécial sur le Programme global de désarmement; de ce fait, le Comité ne se réunira pas l'après-midi. Comme de coutume, ce calendrier est présenté à titre purement indicatif et pourra être modifié, selon les besoins. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence l'adopte.

Il en est ainsi décidé.

Je vais maintenant lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 21 mars 1989, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 30.